

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 05 mai 2025

Nos réf. : SAU/CL/MI n° 25 - 243

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

APTH - Scierie

ZI Les Guignons
10400 NOGENT-SUR-SEINE

Code AIOT : 0005703605

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 mars 2025 dans l'établissement APTH Scierie implanté ZI Les Guignons - 10400 NOGENT-SUR-SEINE. L'inspection a été annoncée le 24 février 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la dernière visite d'inspection, le 3 mai 2018, l'inspection des installations classées avait constaté une non-conformité avec la présence sur le site d'un brûleur sans système de filtration des fumées, destiné à traiter les déchets de bois.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APTH - Scierie
- ZI Les Guignons - 10400 NOGENT-SUR-SEINE
- Code AIOT : 0005703605
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'APTH AUBE est une association pour la promotion des travailleurs handicapés. Sur le site de NOGENT-SUR-SEINE, l'APTH propose aux travailleurs des activités de menuiserie liée à une scierie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Article 2.7 annexe I	Justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I article 7.5	Sans objet
2	Situation administrative	Code de l'environnement du 23/03/2025, article Article R511-9 annexe III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate que le brûleur destiné à traiter les déchets de bois a été enlevé du site.

La situation administrative de l'établissement semble en adéquation avec la déclaration réalisée en 2016. Le site est donc déclaré pour une activité de travail du bois au titre de la rubrique 2410. **Il est ainsi soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016.**

L'inspection des installations classées a constaté une non-conformité en l'absence d'un suivi des installations électriques. Aussi, il est demandé à l'exploitant de réaliser, dans les plus brefs délais, le contrôle des installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I article 7.5
Thème(s) : Risques chroniques, Brûlage à l'air libre
Prescription contrôlée : « Le brûlage des déchets liquides, solides et gazeux à l'air libre est interdit ».
Constats : L'inspection des installations classées constate que le brûleur destiné à traiter les déchets de bois a été enlevé. L'exploitant déclare avoir procédé à cet enlèvement très rapidement après la dernière visite d'inspection, en 2018. Aucune trace de brûlage à l'air libre n'a été constaté par l'inspection des installations classées le jour de la visite. L'exploitant déclare que les déchets de bois sont désormais collectés et envoyés dans les filières adaptées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/03/2025, article Article R511-9 annexe III
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2410
Prescription contrôlée : Ateliers ou l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 250 kW (E) 2. Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 250 kW (D)
Constats : L'installation est déclarée depuis le 30 novembre 2016 pour l'exercice d'une activité de travail du bois. L'inspection des installations classées a constaté la présence dans l'établissement des machines suivantes : <ul style="list-style-type: none">- une "6 têtes" permettant la découpe de grumes- une multi-lâme- une déligneuse- un broyeur / déchiqueteur- 2 trémies. Les machines n'ont aucune indication concernant leur puissance et l'exploitant n'est pas en mesure de fournir l'information le jour de la visite d'inspection.

Le 28 mars 2025, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées, par courriel, les factures de consommations électriques.

La puissance de l'abonnement souscrit est de 240 kVa, et la pointe de consommation est de 210 kVa.

Ce justificatif corrobore la déclaration de l'exploitant quant à la puissance électrique liée à son activité, même s'il convient réglementairement que l'exploitant dispose des puissances réelles de ses machines. Utilement, l'exploitant engagera les actions pour disposer de ces données dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, l'exploitant déclare avoir un stock de bois de 113 m³ le jour de la visite. Ce volume est inférieur au seuil de la déclaration.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Article 2.7 annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre vi du titre ii du livre ii de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constats :

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que ses installations électriques sont conformes aux règles en vigueur. Toutefois, il déclare faire entretenir son installation par un électricien. L'exploitant a téléphoné à l'artisan électricien durant la visite d'inspection. Cependant, il ne dispose d'aucun rapport de contrôle des installations électriques

L'exploitant réalisera dans un délai de 30 jours à compter de la date de signature du présent rapport le contrôle adéquat. Les éléments justifiant que ses installations électriques sont conformes seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Il est rappelé qu'en cas de manquement, passé le délai susmentionné, l'inspection pourra proposer de mettre en demeure l'exploitant en application de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours